



## Manifeste

Nous, soussignées et soussignés, nous déclarons solidaires du destin des milliers d'enfants qui grandissent dans notre pays dans des conditions inacceptables. Il s'agit des enfants de "sans-papiers": enfants de travailleuses et travailleurs immigrés sans permis de séjour, enfants de requérants d'asile déboutés, enfants de ressortissantes et ressortissants européens à qui le regroupement familial a été refusé. Ces enfants ont passé la majeure partie de leur vie en Suisse. Ils y sont parfois même nés. La Suisse est donc leur pays. Toutefois, sans permis, un certain nombre de droits fondamentaux, qui s'appliquent en théorie à tous les mineurs, leur sont refusés.

Nous, soussignées et soussignés, déclarons avec force que:

- Il n'est pas admissible que des jeunes ayant trouvé une place d'apprentissage ne puissent suivre leur formation de CFC parce qu'ils ne sont pas au bénéfice d'une autorisation de séjour.
- Il n'est pas admissible que des jeunes de 15 ans puissent passer jusqu'à une année en prison dans le cadre des mesures de contrainte.
- Il n'est pas admissible que des enfants doivent avoir peur de la police.
- Il n'est pas admissible que des enfants ne s'autorisent jamais à inviter des camarades à la maison parce que leur adresse doit rester secrète.
- Il n'est pas admissible que des jeunes en Suisse soient exclus de toute vie sociale et culturelle.
- Il n'est pas admissible que des enfants malades soient conduits chez le médecin uniquement en cas d'extrême urgence tant la peur d'être découvert est grande.
- Il n'est pas admissible que notre politique migratoire discrimine les jeunes et les enfants.

Nous rappelons que la Constitution suisse garantit l'égalité en droits à toutes les personnes, indépendamment de leur statut. Nous tenons à souligner que ce principe de non-discrimination de base doit trouver encore plus d'attention concernant les enfants. Un enfant n'a pas seulement le droit à une égalité de traitement mais il doit recevoir une protection spéciale compte tenu de sa vulnérabilité. Voici plus de 10 ans que la Suisse a ratifiée la Convention relative aux droits de l'enfant. Le respect de cette dernière rentre pourtant rarement dans les considérations et les pratiques de l'administration, notamment lors de décisions de renvoi ou de non-renouvellement du séjour en Suisse. Cette pratique doit changer.

Il est insoutenable que, dans un Etat de droit comme la Suisse, des enfants soient maintenus dans l'illégalité et qu'ils soient désignés et traités comme des criminels. Ceci, uniquement parce que la question de leur permis n'a pas été réglée.

**Afin d'améliorer leur situation et celle de leur famille, les soussignées et soussignés demandent:**

- **La reconnaissance du droit à la formation depuis le niveau pré-scolaire et jusqu'à la fin du niveau post-obligatoire en école ou en apprentissage**
- **La fin de la détention des mineurs dans le cadre des mesures de contrainte**
- **Une régularisation facilitée des enfants et de leur famille**
- **Le respect de la Convention relative aux droits de l'enfant par les services administratifs suisses à l'égard des enfants sans permis**

Nous, soussignées et soussignés, nous déclarons solidaires de tous les enfants et les jeunes concernés. Nous sommes conscients de nos responsabilités envers les autres humains et en particulier les mineurs. C'est pourquoi nous nous engageons pour qu'aucun enfant ou jeune ne soit discriminé et n'abandonnons pas l'espoir de donner des perspectives d'avenir à celles et ceux qui ne sont pas au bénéfice d'un permis de séjour.



Association pour les droits des enfants sans statut légal, Rebeggasse 1, 4058 Basel  
enfants@sans-papiers.ch, +41 (0)61 681 96 30  
www.aucunenfantnestillegal.ch  
PC: 60-132664-2

Ce manifeste fait partie de la campagne "Aucun enfant n'est illégal", dont le but est d'améliorer les conditions de vie des enfants et adolescents sans-papiers. Le manifeste peut être signé électroniquement sous [www.aucunenfantnestillegal.ch](http://www.aucunenfantnestillegal.ch) ou sur papier de mai 2009 à avril 2010 par des individus aussi bien que par des collectifs (ONG, communautés d'intérêts, associations etc). En 2010, le manifeste sera remis aux conseillères fédérales responsables de la politique de migration et de l'éducation Evelyne Widmer-Schlumpf et Doris Leuthard.

### Premiers signataires:

Amnesty International, Sektion Schweiz; Anlaufstelle für Sans-Papiers Basel; Caritas Schweiz, Fachstelle Mandatsführung; Centre de Contact Suisses-Immigrés CCSI; Collectif de soutien aux sans-papiers de Genève; Conseil administratif de la Ville de Genève; Dachverband Schweizer Lehrerinnen und Lehrer LCH; Demokratische Juristinnen und Juristen Schweiz DJS; Hilfswerk der evangelischen Kirchen Schweiz HEKS; Sans-Papiers Anlaufstelle Zürich SPAZ; Schweizerische Beobachtungsstelle für Asyl- und Ausländerrecht; Schweizerische Flüchtlingshilfe SFH; Schweizerischer Gewerkschaftsbund SGB, Migrationskommission; Schweizerischer Katholischer Frauenbund SKF; Solidaritätsnetz Ostschweiz; Solidarité sans frontières; SPAGAT Sans-Papiers Anlaufstelle AG/SO; Stiftung Kinderschutz Schweiz; Syndicat des Enseignant(e)s romand(e)s SER; Terre des hommes – Kinderhilfe; terre des hommes schweiz; Unia - Die Gewerkschaft.; Verband des Personals öffentlicher Dienste vpod; Verein Berner Beratungsstelle für Sans-Papiers; Verein Kinderanwaltschaft Schweiz; 9ème Marche mondiale

Mehmet Akyol, Sekretär FIMM; Lazim Bakija, ehem. Sans-Papiers, Mitglied Berner Beratungsstelle für Sans-Papiers; Luc Barthassat, Conseiller national PDC; Shaip Beqiri, Schriftsteller und Journalist; Urs Berger, Schulpräsident Zürich-Waidberg; Cécile Bühlmann, ehem. Nationalrätin, Geschäftsleiterin cfd, Stiftungsratspräsidentin Greenpeace Schweiz; Miriam Cahn, Künstlerin; Tiberio Cardu, Kurator, Bildredaktor NZZ; Prof. Dr. Kitty Cassée, Dozentin ZHAW, Bildungsrätin Kt. ZH; Claudio Deuel, délégué à la jeunesse de la Ville de Genève, membre de la commission fédérale pour l'enfance et de la jeunesse; Salvatore Di Concilio, Gemeinderat Stadt Zürich, Vorstand SPAZ; Dr.iur. Lukas Engelberger, Grossrat CVP, Basel; Monika Frech Santos, ehem. Mitglied Schulpflege BL, FDP; Dr. Brigitta Gerber, Präsidentin terre des hommes schweiz, Lehrbeauftragte an der FHNW, ehem. Grossratspräsidentin BS; Balthasar Glättli, Geschäftsführer Solidarité sans frontières; Christine Goll, Präsidentin vpod, Nationalrätin SP; Maya Graf, Nationalrätin Grüne; Prof. Dr. Ruth Gurny, Soziologin; Dr.rer.pol. Remo Gysin, ehem. Nationalrat; Fabienne Hadorn, Schauspielerin; Antonio Rodgers, Conseiller national, les Verts; Franz Hohler, Schriftsteller; Gardi Hutter, Clownin, Autorin; Elisabeth Joris, Historikerin; Daniel Jositsch, Strafrechtsprofessor, Nationalrat SP; Marlies Kornfeld, Galeristin; Jürg Kruppenacher, Psychologe, Organisationsberater; Käthi La Roche, Pfarrerin, Grossmünster Zürich; Remo Largo, Kinderarzt; Gerold Lauber, Stadtrat Zürich CVP, Schul- und Sportdepartement; Ueli Leuenberger, Nationalrat, Präsident der Grünen Schweiz; Peter Litwan, alt Rektor Gymnasium Leonhard Basel, CVP; Dora Lugjubühl, Leiterin Abteilung Bildung und Schule, PHTG; Ueli Mäder, Professor für Soziologie; Ralf Margreiter, Kantonsrat ZH Grüne; Pierre Maudet, Conseiller administratif, Genève; Liliane Maury Pasquier, Conseillère aux Etats PS; Dr. Thomas D. Meier, Direktor Hochschule der Künste Bern; Fernand Melgar, Filmemacher; Anne-Catherine Menétreay Savary, ancienne Conseillère nationale, les Verts; Reto Moritz, Amnesty International Gruppe St. Gallen; Patrice Mugny, Conseiller administratif, Genève; Willy Nabholz, Berufsschullehrer vpod; Hamz Nela, Vorstandsmitglied Berner Beratungsstelle für Sans-Papiers; Prof. Dr. Tania Ogay, professeure associée en anthropologie de l'éducation et de la formation, Université de Fribourg; Edith Olibet, Gemeinderätin, Bildungs- und Sozialdirektorin Bern; Prof. Dr. Fritz Osterwalder, Direktor Institut für Erziehungswissenschaften, Universität Bern; Rémy Pagani, Vice-président du Conseil administratif, Genève; Georges Pasquier, président du Syndicat des Enseignant(e)s romand(e)s SER; Pearl Pedergnana, Stadträtin Winterthur, SP; Christiane Perregaux, Professeure honoraire, université de Genève; Pippo Pollina, Cantautore; Katharina Prelicz-Huber, Nationalrätin Grüne; Paul Rechsteiner, Präsident SGB, Nationalrat SP; Maria Roth-Bernasconi, Conseillère nationale PS; Sabina Leone, Sängerin; Sandrine Salerno, Conseillère administrative, Genève; Samir, Regisseur, Filmproduzent; Dori Schaer-Born, ehem. Regierungsrätin Kt. BE; Silvia Schenker, Nationalrätin SP; Walter Schmid, Rektor der Hochschule Luzern - Soziale Arbeit; Marianne Sigg, Dozentin PHZH; Hans Georg Signer, Leiter Bildung, Erziehungsdepartement BS; Christoph Sigrist, Pfarrer, Grossmünster Zürich; Marc Spescha, Rechtsanwalt / Spezialist Ausländerrecht; Peter Stämpfli, Unternehmer; Anna Stämpfli-Lang, ehem. Gemeinderätin Muri; Regina Stauffer, Kindergärtnerin, Präsidentin Verbandskommission Bildung, Erziehung, Wissenschaft und Vizepräsidentin vpod; Manuel Tornare, Maire de Genève; Markus Truniger, Fachperson für Migration und Schule; Christian van Singer, Conseiller national, les Verts; Kaspar Weiss, Schauspieler; Myrtha Welti, Mitglied EKM, ehem. SVP Generalsekretärin; Stina Werenfels, Film-Regisseurin; Dr. med. David Winizki, Hausarzt; Rosmarie Zapfl-Helbling, ehem. Nationalrätin CVP

### Je soutiens les revendications de la campagne "Aucun enfant n'est illégal."

Nom et prénom	Adresse	Signature	*	**	***

\* Envoyez-moi s'il vous plaît quelques feuilles de signatures (en indiquer le nombre)

\*\* Je suis intéressé à de plus amples informations sur la campagne

\*\*\* J'aimerais soutenir la campagne par un don

Renvoyer les feuilles de signatures (aussi celles en partie remplies) aussi vite que possible, au plus tard jusqu'au 30 avril 2010 à: Association pour les droits des enfants sans statut légal, Rebeggasse 1, 4058 Basel